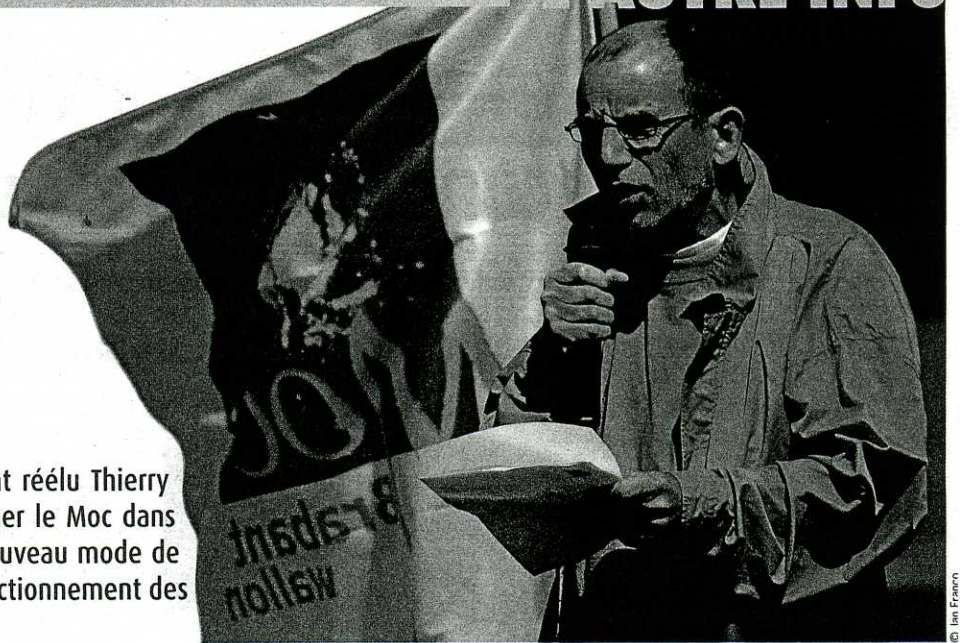


# Thierry Jacques:

## «Il faut du temps pour qu'une politique porte ses fruits»



© Iria Franco

Le Mouvement ouvrier chrétien a très largement réélu Thierry Jacques à la présidence. Il va continuer à engager le Moc dans un processus de réflexion et d'action pour un nouveau mode de développement. Et il se dit plutôt satisfait du fonctionnement des coalitions «Olivier».

Le conseil politique du Mouvement ouvrier chrétien (Moc), réuni à Namur, a procédé, voici quelques jours, à l'élection de son président et de ses vice-présidents. Mouvement indépendant, progressiste et pluraliste, le Moc est la «couple» qui favorise le travail transversal de ses associations constitutives: la CSC, la Mutualité chrétienne, Vie féminine, la Joc, les Equipes populaires et le groupe Arco. Il est aussi leur porte-parole politique.

Un vote très largement majoritaire a reconduit Thierry Jacques à la présidence pour un deuxième mandat de quatre ans. Hafida Bachir, présidente de Vie féminine, et Jean Hermesse, secrétaire général des Mutualités chrétiennes, ont été largement plébiscités pour remplir les mandats de vice-présidents. A l'occasion de ces élections, «L'Info» a rencontré Thierry Jacques qui fait le point sur les temps forts de son premier mandat et sur l'actualité.

pas nouvelle pour le Moc, mais elle s'est davantage imposée. Les conséquences graves que la crise a eues sur la société dans son ensemble et sur la vie des militants et des affiliés, ont renforcé la mise en débat du «modèle», au sein du Mouvement comme dans les organisations constitutives.

### C'est ainsi qu'est née l'idée d'une campagne sur l'alimentation durable commune à tous les médias de toutes les organisations constitutives du Moc?

En effet. Le déclenchement des crises – financière, économique, sociale, environnementale – nous a donc amenés à réfléchir ensemble à la manière d'apporter à cette crise des réponses durables et solidaires. En 2009, nous avons changé le programme initial de notre Semaine sociale annuelle et nous l'avons consacrée aux réponses à la crise. Cela a été le point de départ d'une réflexion sur le modèle capitaliste, sur la (non-)régulation du système financier, sur le mode de production et de consommation, sur la croissance, et sur le défi climatique (avec la mobilisation pour le sommet de Copenhague). Cela s'est traduit, sur le terrain, par de très nombreuses initiatives des fédérations régionales du Moc et de ses diverses organisations.

Deux orientations fondamentales ont guidé notre réflexion commune et nos diverses actions: d'une part, nous avons voulu assurer pleinement le rôle politique du mouvement en pesant sur les responsables politiques pour qu'ils adoptent un nouveau modèle de développement, par exemple en privilégiant des investissements forts dans les transports publics plutôt que dans le tout-à-l'auto.

D'autre part, nous avons aussi voulu jouer notre rôle d'éducation permanente et de formation citoyenne. C'est là qu'est intervenue la campagne de sensibilisation sur l'alimentation durable. Les journaux de nos organisations en ont tous parlé, chacun à sa manière, mais avec le même objectif<sup>(1)</sup>. C'était là une première étape. La campagne va continuer en déclinant d'autres thématiques essentielles: l'énergie, la mobilité, le logement... Bref, tout ce qui concerne ce que l'on appelle généralement le développement durable que nous préférons appeler tout simplement le développement humain.

**Plusieurs échéances électorales ont marqué votre premier mandat. Chaque fois, vous vous êtes engagé en faveur d'une coalition «Olivier» (CDH, Ecolo, PS). Aujourd'hui, ces coalitions fonctionnent en Région wallonne, en Région bruxelloise et en Communauté française. N'éprouvez-vous pas quelque déception dans la manière dont elles mettent en œuvre leurs déclarations gouvernementales?**

Le Moc a salué les Déclarations politiques régionales et communautaire (DPRC). Elles nous semblaient constituer de bons outils pour poser des choix judicieux et apporter des réponses adaptées aux défis qui se posent en Wallonie, à Bruxelles et en Communauté française. Toutefois, nous l'avons dit aussi, ces déclarations semblaient sous-estimer les défis budgétaires auxquels les Régions et la Communauté allaient devoir faire face. Ceci dit, si les exécutifs avaient passé des accords minimalistes, on le leur aurait reproché.

Il reste que les difficultés budgétaires sont bien réelles et que l'impact de la crise sur les finances publiques n'a rien arrangé. Cela ne permet pas aux gouvernements en place de faire tout ce qu'ils auraient voulu.

Pour autant, nous notons pas mal d'orientations positives. Ainsi, en Wallonie, la réalisation d'une alliance environnement-emploi en misant sur l'isolation des bâtiments, par exemple, est une décision majeure. La réforme du logement qui est mise sur les rails va dans le bon sens, avec une possibilité de financement intéressante pour les familles modestes.

En Communauté française, nous saluons la mise en route des bassins scolaires; et la dernière mouture du «décret inscriptions» est positive même si sa mise en œuvre n'est pas simple; mais la démocratie n'est pas simple et la mixité sociale est une composante de la démocratie...

Enfin, le «Plan Marshall 2.vert» est élargi à Bruxelles et intègre les filières de la construction durable. D'ailleurs, c'est un projet qui, pour la première fois depuis bien longtemps, n'a recueilli que des avis positifs.

Il n'y a donc pas de déception, même s'il y a des bémols. Et j'ajouterai qu'il faut du temps pour qu'une politique porte ses fruits, d'autant que la crise a tout compliqué.

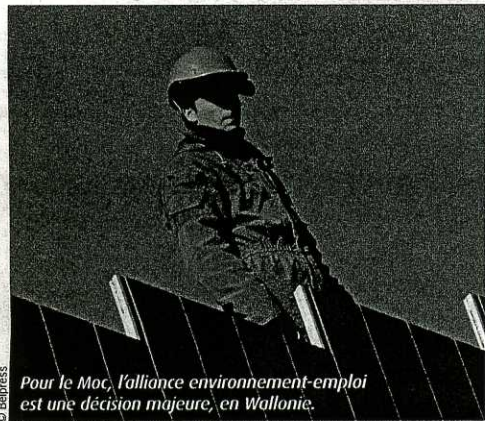
### Ne regrettez-vous pas un certain manque de respect entre partenaires des coalitions «Olivier»?

Dans chaque famille politique, certaines personnes jouent plus que d'autres le jeu de la coalition. Et celles qui le font correctement me semblent les plus nombreuses. Donc, finalement, j'ai une vision plutôt positive de la manière dont les coalitions «Olivier» travaillent. Toutefois, la médiation parfois outrancière des différends (et de la concurrence) entre les personnes contribue à donner une image forte, voire excessive, des conflits.

Ceci dit, qu'il y ait débat et opposition d'idées sur des dossiers complexes – par exemple, celui de «Citta Verde»<sup>(2)</sup> – me semble plutôt sain. ●

(1) Voir la page 6 de «L'Info» n°51-52 du 18 décembre 2009.

(2) Projet de complexe commercial à Farciennes refusé par le ministre de l'Aménagement du territoire, Philippe Henry.



© Belpress  
Pour le Moc, l'alliance environnement-emploi est une décision majeure, en Wallonie.

### Quel regard portez-vous sur les quatre années écoulées? Quels en ont été les faits marquants?

Tout d'abord, et c'est plus qu'anecdotique, j'ai été frappé par la fête organisée pour le départ de mon prédécesseur, François Martou. Etaient présents des représentants du monde du travail, des représentants des trois partis politiques de l'Olivier, des représentants des milieux universitaires et bien d'autres... De nombreuses composantes de la société belge étaient réunies autour de lui. C'était impressionnant par ce que cela disait de la capacité de concertation, de réflexion et d'action de François Martou lui-même et du Moc.

Mon premier mandat a été marqué par deux périodes bien distinctes: les deux premières années ont été inscrites dans la continuité de l'action entamée par François Martou. Puis la crise globale est survenue et, avec elle, l'urgence d'élaborer un nouveau modèle économique. Cette nécessité de construire une autre société n'était